

pourront parler avec fierté à leurs enfants, un emploi qui leur permettra de conserver leur maison.

Le gouvernement nous dit qu'il maintient le cap. Sait-il ce qui se passe dans le pays? Surtout, est-ce que cela lui fait quelque chose? Pourquoi n'a-t-il pas une stratégie de croissance? Une stratégie de l'emploi? Une stratégie qui stimulerait l'entreprise et activerait le dynamisme actuellement latent? Pourquoi ne pas secouer un peu les banques et leur dire: «Si vous avez tellement l'esprit d'entreprise, pourquoi ne prenez-vous pas quelque risque dans la petite entreprise?» Pourquoi pas une stratégie où l'individu serait la première considération, une stratégie qui viserait à remettre les gens au travail?

Maintenir le cap, disent-ils. Pas étonnant que leur whip ait qualifié leur budget de honte et il a parfaitement raison!

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement les observations de mon collègue à propos du budget. J'étais effectivement à Calgary vendredi soir, j'ai entendu la déclaration à laquelle il fait allusion et je suis allée aussi dans ma circonscription, Calgary Sud-Ouest, ces derniers jours, pour parler du budget avec mes électeurs. D'après ce qu'on me dit, je comprends qu'on n'a pas fait assez de compressions budgétaires.

• (1200)

Mon collègue parle du taux de chômage qui est trop élevé au Canada. Il dit que davantage de gens sont propriétaires et c'est absolument vrai, ce qui est une bonne chose. Je voudrais qu'il se reporte à l'exposé économique du 2 décembre que le ministre des Finances a présenté. Dans celui-ci, nous avons prolongé la période au cours de laquelle nous avons permis aux gens d'utiliser leurs contributions à des REER pour acheter une maison. En ce qui concerne les petites entreprises et la Loi sur les prêts aux petites entreprises qui a été modifiée il y a un mois, peut-être deux, les banques collaborent maintenant avec ces entreprises pour apporter des capitaux à ce secteur.

Cela a été très intéressant. Des réductions de 30,7 milliards de dollars ont été faites sur les dépenses discrétionnaires et nous devons procéder à d'autres compressions budgétaires. La meilleure chose que nous pouvons faire pour tous les Canadiens et, plus important encore, pour leurs enfants et leurs petits-enfants, c'est les libérer du fardeau de ce déficit et de la dette.

Les crédits

Les réductions de 30,7 milliards de dollars sur cinq ans ne suffisent pas. Où peut-on en faire d'autres? Examinons les paiements de transfert. Toutes les provinces ont d'énormes difficultés à respecter leur budget sans augmenter les impôts ou le déficit. Nous pouvons nous tourner vers un autre secteur et il se trouve que c'est celui des paiements de transfert pour les particuliers et les autres paliers de gouvernement de la province.

Ce sont toujours les mêmes contribuables qui paient. Si nous devons faire balancer les livres, où allons-nous réduire les dépenses?

M. Marchi: Monsieur le Président, c'est ça le problème avec les belles histoires que racontent ces néo-conservateurs en matière d'économie. Il est tout à fait malhonnête, sur le plan économique, de laisser entendre aux Canadiens et à notre pays que si nous réduisons réellement le déficit, comme les candidats le disent, l'un en cinq ans et l'autre en quatre, notre économie redeviendra florissante, que les gens auront de nouveau du travail et que tout ira bien jusqu'à la fin des temps.

Il faut adopter une stratégie équilibrée en matière d'économie. Le député dit que malgré toutes les réductions effectuées, d'autres s'imposent encore, et que s'il y a moyen de faire d'autres compressions, on les fera. Il s'agit là d'une vision économique très étroite à l'origine de la situation dans laquelle se trouve notre pays en 1993.

Pas une seule fois, le député a-t-il dit que les réductions n'étaient peut-être qu'un aspect de la question, qu'il fallait se demander comment développer l'économie, comment créer des emplois, comment relancer l'économie, comment instaurer un climat de confiance face à l'économie. Faire des réductions ou même supprimer tous les programmes ne sont pas les seuls moyens de relancer l'économie.

Qu'est-ce que ça augure pour la création d'emplois? La petite entreprise? Et la nécessité de donner du travail aux gens afin qu'ils n'aient plus à demander l'aide sociale ou à recourir à l'assurance-chômage? Si les réductions effectuées par le gouvernement sont si efficaces, comment se fait-il que les queues, aux banques d'alimentation, continuent de s'allonger?

Le ministre du Multiculturalisme a déclaré hier en réponse à la question que lui posait la députée de Mississauga-Est que notre régime d'assurance-maladie était encore meilleur, que le gouvernement s'occupait du problème de l'emploi et qu'il faisait plus que quiconque pour aider les pauvres.